

COMMISSION MONDIALE
SUR LES ENJEUX SOCIAUX-ECONOMIQUES
DE LA TRANSITION ENERGETIQUE

RECOMMANDATIONS

Octobre 2021



RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION MONDIALE SUR LES ENJEUX SOCIAUX-ECONOMIQUES DE LA TRANSITION ENERGETIQUE

La Commission mondiale sur les enjeux sociaux-économiques de la transition énergétique estime que toutes les transitions énergétiques propres devraient être véritablement centrées sur les personnes et inclusives, et que cela est essentiel pour réussir la transformation du système énergétique à un rythme et à l'échelle nécessaires pour réaliser l'ambition mondiale d'atténuation du changement climatique. L'inaction n'est pas une option.

Les transitions vers des énergies propres seront source d'emplois, amélioreront la qualité de vie et garantiront un environnement plus propre et plus sain. Une approche prenant en compte les dimensions humaines garantit que les avantages et les coûts liés à la transformation de notre système énergétique sont répartis équitablement et d'une manière qui protège les plus vulnérables de la société. Les transitions énergétiques propres centrées sur les personnes nécessitent de mettre l'accent

sur les compétences, les emplois décents et la protection des travailleurs ; le développement social et économique ; l'égalité, l'inclusion sociale et l'équité ; et la participation active des populations.

Nos recommandations pratiques s'appuient sur des expériences récentes et bonnes pratiques à l'échelle mondiale. La Commission reconnaît que les conditions locales et les trajectoires vers les énergies propres différeront, et que ces recommandations peuvent donc être appliquées de différentes manières. Ces recommandations visent à éclairer la portée des politiques et programmes d'énergies propres des pouvoirs publics, des bailleurs de fonds, des investisseurs et des organisations internationales afin d'assurer que les populations bénéficient pleinement de la mise en œuvre des transitions énergétiques vers la neutralité carbone et de garantir la réussite de ces dernières.

EMPLOIS DECENTS ET PROTECTION DES TRAVAILLEURS

- 1 Élaborer des transitions destinées à maximiser la création d'emplois décents
- 2 Mettre en place un soutien public adapté aux communautés et aux travailleurs en mettant l'accent sur les compétences et la formation
- 3 S'appuyer sur le dialogue social, une forte implication des parties prenantes et la coordination des politiques pour obtenir de meilleurs résultats

DEVELOPPEMENT SOCIAL ET ECONOMIQUE

- 4 Veiller à ce que les politiques publiques renforcent le développement social et économique et améliorent la qualité de vie de tous
- 5 Donner la priorité à l'accès universel aux énergies propres et à l'élimination de la pauvreté énergétique
- 6 Maintenir et renforcer la sécurité énergétique, la résilience et l'accès à des sources d'énergie abordables

ÉGALITE, INCLUSION SOCIALE ET EQUITE

- 7 Intégrer les considérations de parité, d'égalité et d'inclusion sociale dans toutes les politiques publiques
- 8 Assurer la répartition équitable des avantages liés aux énergies propres et éviter le risque d'effets négatifs disproportionnés sur les populations vulnérables
- 9 Intégrer la voix des jeunes générations dans la prise de décisions

PARTICIPATION ACTIVE DES INDIVIDUS

- 10 Impliquer les individus à travers la participation citoyenne et la communication
- 11 Tirer parti des enseignements des sciences comportementales pour élaborer des politiques efficaces en matière de changement de comportement
- 12 Renforcer l'efficacité grâce à la collaboration internationale et à l'échange des meilleures pratiques

Emplois décents et protection des travailleurs

1. Élaborer des transitions destinées à maximiser la création d'emplois décents

Les transitions énergétiques propres peuvent améliorer considérablement les moyens de subsistance des populations en créant bien plus d'emplois qu'elles n'en détruiront. Toutefois, ces nouveaux emplois ne seront pas toujours créés au même endroit, ne conviendront pas aux mêmes travailleurs ou aux mêmes compétences, et leur qualité ainsi que leur rémunération pourront varier.

La stratégie élaborée par les pouvoirs publics en matière de transitions énergétiques propres peut minimiser les bouleversements nuisibles au monde du travail et maximiser les possibilités de nouveaux emplois de qualité dans les régions en s'alignant sur les forces, les infrastructures et les compétences existantes, en promouvant l'innovation et en identifiant des opportunités dans de nouveaux domaines émergents. L'établissement de stratégies de transition énergétique à long terme claires et transparentes permettra de stimuler l'investissement privé dans les secteurs de l'énergie propre tout en réduisant les risques associés afin de favoriser la création d'emplois.

- Dans le cadre de la décision du [Danemark](#) de mettre fin progressivement à sa production de pétrole et de gaz en mer du Nord d'ici à 2050, le gouvernement prévoit un programme d'aide destiné à garantir des emplois locaux faisant appel aux compétences existantes des travailleurs de l'industrie pétrolière et gazière dans des projets de capture, d'utilisation et de stockage de carbone (CUSC) ainsi que d'électrification.¹
- Le [Japon](#) a récemment commencé à déployer l'ammoniac comme combustible pour les centrales thermiques existantes, ce qui permet de conserver la main-d'œuvre existante tout en créant des emplois dans de nouvelles chaînes d'approvisionnement.
- Le [Canada](#) prévoit de tirer parti de ses atouts actuels dans le secteur du pétrole et du gaz pour développer sa filière hydrogène en créant jusqu'à 350 000 emplois verts de qualité dans les trente ans à venir.

Les pouvoirs publics peuvent également aligner explicitement les politiques industrielles et climatiques pour promouvoir l'innovation et la création d'emplois dans des domaines en pleine croissance tels que les services énergétiques, les énergies renouvelables et les technologies intelligentes. Il sera particulièrement important de se pencher sur des questions comme le développement et la diversification économique pour les pays producteurs et exportateurs de combustibles fossiles.

- L'initiative « Make in India », qui s'inscrit dans la stratégie d'industrialisation de l'Inde, vise à attirer les entreprises dans le pays pour produire de l'énergie solaire photovoltaïque, des batteries au lithium, des infrastructures de recharge solaire et d'autres technologies de pointe.
- Envision collabore avec la ville d'Ordos en Mongolie intérieure, province chinoise productrice de charbon, pour réorienter son économie en construisant des parcs dédiés aux technologies renouvelables et numériques comme solution de substitution à la production de charbon.
- Le [pacte vert pour l'Europe](#) est une stratégie de croissance globale qui couvre tous les secteurs de l'économie, conçue pour maximiser les possibilités d'emploi dans le cadre de la transition écologique.
- Les [États-Unis](#), entre autres, favorisent le développement en matière de CUSC en attribuant des crédits d'impôt au service de la décarbonation de leurs industries dépendantes des combustibles fossiles afin de contribuer à la préservation des emplois dans ces secteurs.

Il est également important de veiller à ce que les nouveaux emplois créés par les transitions énergétiques soient de bonne qualité et respectent les normes de travail les plus élevées. Il existe des principes bien établis pour accompagner les personnes touchées par des changements professionnels lors des transitions énergétiques propres, notamment les [Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous](#) de l'Organisation internationale du travail (OIT) de 2015, qui fournissent un cadre d'action et des recommandations spécifiques pour garantir l'inclusion sociale et promouvoir le travail décent dans les politiques de transition énergétique.

Trouver des moyens de parvenir à la neutralité carbone de la main-d'œuvre, y compris en quantifiant les emplois potentiels, peut aider les pouvoirs publics à comprendre les possibilités d'emploi futures et à planifier les besoins en matière d'éducation et de compétences.

¹ Une description détaillée de toutes les études de cas est disponible sur le [site Internet de l'AIE](#).

- La récente [analyse de l'AIE](#) concernant les créations et les destructions d'emplois sur la voie de la neutralité carbone aidera les gouvernements à comprendre et à préparer les changements induits par les transitions énergétiques sur le marché de l'emploi. Elle montre que des investissements vigoureux dans les énergies propres stimuleront la croissance du PIB en général et créeront des millions d'emplois, même s'il faut faire attention à la répartition des gains et des pertes.
- Le Royaume-Uni a créé un [groupe de travail sur les emplois verts](#) afin de recueillir des éléments factuels sur les compétences requises pour la transition vers la neutralité carbone.
- Une étude des options de l'[Inde](#) pour abandonner le charbon tout en préservant les perspectives d'emploi et les perspectives économiques des collectivités qui en dépendent souligne l'importance de modéliser les conséquences sur l'emploi et les effets de répartition des fermetures de mines de charbon.

2. Mettre en place un soutien public adapté aux communautés et aux travailleurs en mettant l'accent sur les compétences et la formation

L'expérience montre que l'atténuation des effets économiques négatifs nécessite des programmes à long terme axés sur les travailleurs et les communautés. Les industries énergétiques et leurs chaînes d'approvisionnement sont souvent concentrées géographiquement et peuvent représenter le fondement social, économique et culturel de collectivités entières. Une approche locale ciblée est nécessaire pour aider les communautés à s'adapter à la transition et à en tirer profit.

- Conformément aux objectifs de l'Accord de Paris et aux plans d'abandon progressif du charbon, plusieurs pays, dont l'[Espagne](#), l'[Allemagne](#) et le [Canada](#), ont adopté des programmes de transition juste pour promouvoir l'emploi ainsi que d'autres mesures de soutien aux collectivités dans les régions minières concernées. Les accords de transition juste de l'Espagne, par exemple, offrent un soutien à l'industrie locale, à la reconversion dans les emplois verts et à la restauration de l'environnement.
- Le Royaume-Uni a publié le [North Sea Transition Deal](#) (accord de transition de la mer du Nord) en mars 2021, qui inclut un engagement conjoint du gouvernement et des compagnies pétrolières et gazières à investir jusqu'à 16 milliards de livres d'ici 2030 pour soutenir la diversification économique locale et l'emploi, notamment dans des domaines comme la décarbonation en amont, les technologies de CUSC et l'hydrogène, ainsi que la formation professionnelle.
- Le [Fonds pour une transition juste de l'UE](#) a été créé pour servir d'instrument financier afin d'aider les États membres à répondre aux changements asymétriques sur le marché du travail, en particulier dans les bassins miniers, par des mécanismes de soutien à long terme.
- Les membres du Congrès aux États-Unis tentent de relancer un [crédit d'impôt pour la production d'énergie de pointe](#), la moitié de la somme étant réservée aux entités éligibles pour l'implantation d'installations de production d'énergie de pointe dans les collectivités dépendantes de l'industrie du charbon afin d'y créer des emplois faisant appel à des compétences similaires.

Ce type d'accompagnement requiert des investissements considérables, dont le coût n'est pas accessible pour tous les États et qui peuvent donc nécessiter une aide financière.

Pour atténuer les effets négatifs sur les emplois locaux, il convient de faire de la reconversion et de la montée en compétences une priorité, en réalisant les investissements nécessaires et en s'engageant auprès des établissements d'enseignement. Des données plus détaillées sur les compétences seront nécessaires pour favoriser l'adéquation entre travailleurs et emplois de la nouvelle économie. Il convient également de mettre davantage l'accent sur l'éducation des jeunes dans les domaines de l'énergie propre afin de former la main-d'œuvre de demain.

- La [France](#) a lancé un fonds de 50 millions d'euros pour la reconversion des ouvriers des fonderies fabriquant des pièces moulées en métal pour l'industrie automobile, cette dernière s'orientant désormais vers la production de véhicules électriques.
- L'amélioration des compétences numériques, en particulier, sera importante pour les emplois de demain dans le domaine de l'énergie propre, comme l'[Italie](#) l'a démontré en lançant une coalition nationale pour les compétences et les emplois numériques en 2020 afin de déployer des programmes de formation numérique destinés à combler les lacunes en la matière.
- Le [Canada](#) a engagé 35 millions de dollars canadiens pour soutenir le développement des compétences et la diversification économique dans les régions charbonnières concernées par la transition énergétique. Le gouvernement entreprend également des efforts de [formation et de modernisation des équipements](#) dans tout le pays en vue de se doter d'une main-d'œuvre qualifiée pour soutenir la croissance prévue du secteur de l'efficacité énergétique.
- Le [Master européen en énergies renouvelables](#) a été conçu par les centres européens de recherche sur les énergies renouvelables et un consortium d'universités afin de former des individus aux compétences dans les domaines des énergies renouvelables.

3. S'appuyer sur le dialogue social, une forte implication des parties prenantes et la coordination des politiques pour obtenir de meilleurs résultats

Le dialogue social avec les syndicats, les travailleurs et les gouvernements ainsi qu'un engagement solide des parties prenantes, telles que les communautés, les organisations internationales, le monde universitaire et la société civile (y compris la jeunesse), sont un moyen d'obtenir le soutien du public, d'intégrer les perspectives locales, d'inviter les diverses parties prenantes à proposer des idées novatrices et de contribuer à l'élaboration de plans durables, pratiques et adaptés culturellement. Le dialogue social et la mobilisation des parties prenantes devraient comporter une communication claire sur la nécessité de transitions rapides. Sans cela, les travailleurs, les communautés et les industries risquent de se retrouver bloqués dans des secteurs de moins en moins compétitifs.

- L'organe officiel du dialogue social en [Afrique du Sud](#) (NEDLAC) réunit la société civile et les partenaires sociaux traditionnels. Il a négocié un pacte social sur la transition de la compagnie d'électricité du pays, Eskom.
- Le gouvernement allemand a mis en place une [commission multipartite pour la croissance, le changement structurel et l'emploi](#), qui a formulé des recommandations sur le calendrier et le rythme de sortie du charbon ainsi que sur l'aide transitoire aux collectivités concernées. Ces recommandations sont désormais inscrites dans la législation et incluses dans le dialogue social entre employeurs et syndicats.
- Dans le cadre du plan de relance, de transformation et de résilience de l'[Espagne](#), le gouvernement a organisé un forum de haut niveau sur la transition énergétique afin de discuter de l'avancement des composantes écologiques du plan avec les entreprises, la société civile et le monde universitaire.
- L'[initiative de l'UE](#) pour les régions charbonnières en transition a créé un forum multipartite à l'échelle européenne pour aborder les enjeux communs et les solutions possibles pour sortir progressivement du charbon conformément aux objectifs énergétiques et climatiques de l'UE. L'[UE](#) mène en outre un dialogue social dans le secteur de l'électricité, dans le cadre duquel les fédérations syndicales et l'organisation patronale EURELECTRIC ont négocié des accords sur les compétences, pour une transition juste et sur d'autres sujets.

Le dialogue social et l'engagement des parties prenantes au niveau régional et local sont également importants pour garantir aux partenaires locaux la possibilité de siéger à la table des négociations afin de décider de leurs plans de reconversion à venir.

- Conformément au dialogue social du gouvernement avec les syndicats et les sociétés charbonnières ainsi qu'à l'accord consécutif sur la sortie du charbon d'ici 2049, la [Pologne](#) s'engage de manière intensive auprès des régions charbonnières afin d'élaborer des plans régionaux visant à orienter les investissements vers les collectivités de ces régions pour accompagner la transition.
- En 2018, le gouvernement [canadien](#) a créé le Groupe de travail sur la transition équitable pour les collectivités et les travailleurs des centrales au charbon canadiennes afin d'entreprendre des consultations auprès des collectivités dépendantes de l'industrie du charbon de l'Alberta, de la Saskatchewan, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, et d'adresser au gouvernement fédéral des recommandations pour une transition juste.

La coordination des politiques au sein du gouvernement est également importante. Pour faire face aux effets des politiques de transition énergétique sur l'emploi et la société, il faut une meilleure coordination entre les agences gouvernementales, au-delà des seuls ministères chargés de l'énergie ou du climat, notamment avec les ministères responsables des finances, du commerce, des transports, du travail, de l'agriculture et de l'éducation.

- Par exemple, la [Commission présidentielle de coordination du changement climatique](#) de l'Afrique du Sud rassemble le gouvernement, l'industrie et la société civile en vue de coordonner l'action gouvernementale et d'élaborer un cadre pour une transition juste.
- Le Panama a mis en place un [Conseil de la transition énergétique](#) destiné à assurer un rôle de conseil et de consultation ainsi que la responsabilité des orientations stratégiques du programme de transition énergétique du Panama.
- L'administration américaine a créé un [Groupe de travail interinstitutionnel sur les collectivités dépendantes des centrales à charbon et électriques](#), qui réunit les responsables de différentes instances en vue de trouver une approche collaborative et pangouvernementale afin d'identifier les ressources existantes et les nouvelles opportunités pour aider les collectivités touchées par la transition énergétique.

- L'Agence pour l'économie et la maîtrise de l'énergie (AEME) du Sénégal a signé des accords avec le ministère du Commerce afin de coordonner des actions en matière d'efficacité et de transition énergétiques.

Développement social et économique

4. Veiller à ce que les politiques publiques renforcent le développement social et économique et améliorent la qualité de vie de tous

Les transitions énergétiques propres offriront une excellente occasion de faire progresser le développement économique et social, non seulement par la création d'emplois, mais aussi en fournissant l'énergie propre nécessaire à un prix abordable pour permettre la protection de l'environnement, le développement économique et la croissance, ainsi qu'une meilleure qualité de vie.

- En Inde, les « [centres de réfrigération collectifs](#) » aident les communautés agricoles en regroupant la demande en matière de refroidissement alimentaire et en améliorant l'efficacité. De telles approches peuvent combiner les chaînes logistiques du froid alimentaire avec d'autres services, tels que services de santé communautaires et services d'urgence, afin de mieux répondre aux besoins des collectivités.
- Le Zimbabwe a considérablement amélioré l'accessibilité financière et la fiabilité de l'énergie pour les établissements de santé dans les zones pauvres, rurales et isolées en installant des panneaux solaires dans le cadre de l'[initiative « Solaire et santé »](#). Le Kenya a obtenu des résultats similaires grâce à son projet d'[accès au solaire hors réseau](#).
- En s'appuyant sur le déploiement réussi des installations solaires hors réseau dans les zones reculées, le déploiement complémentaire d'équipements à haute efficacité énergétique dans les [centres de soins hors réseau](#) a permis de développer avec succès la prestation des services de santé.
- Le [mécanisme d'accès universel à l'énergie](#) de SEforALL encourage un financement fondé sur les résultats pour l'accès à l'électricité hors réseau afin d'étendre les services tout en réduisant les émissions des sources d'énergie existantes.
- Les programmes de relance post-COVID-19 offrent une occasion de faire progresser à la fois les objectifs en matière d'énergie propre et de développement, notamment par le financement d'infrastructures. Cependant, [une analyse de l'AIE](#) met en évidence que la proportion actuelle de fonds de relance consacrés à l'énergie propre n'est que de 2 % à l'échelle mondiale.

Les infrastructures d'énergie renouvelable peuvent également servir de moteur essentiel du développement économique dans les régions riches en ressources renouvelables, qui se trouvent souvent dans des zones rurales où l'activité industrielle est faible. Plusieurs États ont désigné ces régions comme des zones prioritaires en ce qui concerne les investissements dans les énergies propres. Par exemple, les zones d'énergie renouvelable dans des pays comme l'[Australie](#) et la [Turquie](#) représentent les principaux moteurs de la hausse des investissements et du développement économique local.

Il est tout aussi important de s'assurer que les transitions énergétiques propres permettent le renforcement des capacités locales pouvant favoriser la création d'emplois et le développement économique. La coopération internationale pour le renforcement des capacités dans le domaine des technologies d'énergie propre sera également essentielle à cet égard.

- L'[initiative REnewAfrica](#) aide les gouvernements locaux à créer un environnement plus favorable à l'investissement grâce à des instruments de réduction des risques et au renforcement des capacités.
- La fondation Enel a lancé l' [initiative « Open Africa Power »](#), un partenariat éducatif associant des institutions universitaires en Italie et en Afrique afin de renforcer les capacités locales sur les sujets liés à l'électricité durable.

Les politiques en matière d'énergie propre peuvent également améliorer la qualité de vie de nombreuses façons, notamment grâce à des villes moins polluées et plus agréables à vivre, à des solutions de cuisson propre et à un environnement plus sain. Par exemple, le programme de la [Chine](#) visant à fournir des cuisinières propres à 40 millions de ménages à l'horizon 2020 a permis de réduire les émissions et d'améliorer aussi bien la qualité de l'air que la santé et le bien-être économique de ses citoyens.

L'énergie propre, en association avec les technologies numériques, peut améliorer considérablement le confort et la commodité au quotidien pour les ménages tout en réduisant les factures d'énergie. L'utilisation de systèmes et d'appareils domestiques intelligents est déjà en hausse dans le monde entier. Par exemple, selon les estimations, rien qu'en [Chine](#), le nombre de logements intelligents devrait passer de 3,2 millions environ en 2016 à 29,5 millions en 2021. De plus, l'essor des applications mobiles permettant de suivre et de gérer facilement sa consommation énergétique aide les consommateurs à réduire aisément leurs factures d'énergie. Les gouvernements peuvent soutenir ce type d'innovation, comme l'a fait le [ministère de l'Énergie](#)

[aux États-Unis](#) en lançant le concours « Apps for Energy » en 2012, qui a financé le développement d'applications mobiles aidant les consommateurs à économiser de l'énergie et donc de l'argent. Les initiatives de ce genre créent des associations positives avec les énergies propres.

5. Donner la priorité à l'accès universel aux énergies propres et à l'élimination de la pauvreté énergétique

Dans le cadre de l'engagement en faveur des droits humains fondamentaux, pour réussir les transitions énergétiques propres, il convient de garantir un accès universel à l'énergie ainsi que l'éradication de la pauvreté énergétique en rendant l'énergie plus abordable pour tous. L'[AIE](#) estime que 770 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité et que 2,6 milliards n'ont pas accès à des solutions de cuisson propre, la situation s'étant dégradée pendant la pandémie. Les pays sans accès universel à l'énergie à ce jour devront suivre des voies spécifiques pour une transition énergétique propre en donnant la priorité à cet accès. L'efficacité énergétique jouera un rôle important pour faciliter cet accès tout en réduisant les coûts et les émissions.

Un bon alignement entre les politiques d'énergie propre et les politiques d'accès est à même de favoriser la réussite dans les deux domaines. Un certain nombre de programmes sont parvenus à réduire les factures d'énergie des ménages modestes tout en accroissant l'accès aux énergies propres.

- Le [Maroc](#) a atteint l'électrification universelle grâce à un plan d'électrification rurale réussi, qui prévoyait de raccorder les 10 % restants de la population non desservie dans les zones reculées, souvent les plus difficiles à desservir, grâce à des systèmes solaires domestiques.
- Le [Kenya](#), lui aussi, a connu une croissance rapide de l'accès à l'électricité, qui est passé de 20 % en 2013 à près de 85 % en 2019, à la fois grâce à l'augmentation des raccordements au réseau et à l'expansion des systèmes solaires domestiques.
- La campagne [UJALA](#) en Inde a permis de développer considérablement le taux de pénétration de l'éclairage à haut rendement auprès des ménages modestes, de manière abordable grâce à un système de remboursement novateur.
- La « [stratégie pour une vague de rénovations](#) » de la Commission européenne entend réduire la pauvreté énergétique en améliorant la performance énergétique des bâtiments.
- Le programme « [DUS 5000](#) » de l'Espagne offre une aide aux petites municipalités (moins de 5 000 habitants) afin d'améliorer l'efficacité énergétique ou encore de promouvoir la mobilité durable dans les zones rurales. Le pays a également créé le programme d'aide « [PREE 5000](#) » pour la rénovation de bâtiments dans les zones rurales afin d'améliorer l'efficacité énergétique.
- L'[Autriche](#) a diffusé davantage d'informations et augmenté les aides financières pour inciter les ménages à passer du chauffage à base de combustibles fossiles à des options plus écologiques, en se concentrant sur les groupes les plus modestes. De même, le programme « [Air pur](#) » de la Pologne vise l'installation de systèmes de chauffage à faibles émissions pour les ménages touchés par la pauvreté énergétique.

Au-delà de l'accès au réseau, la qualité et la fiabilité de l'approvisionnement en énergie sont des considérations tout aussi importantes. Les stratégies d'accès à l'énergie impliquent souvent un passage par des solutions hors réseau, portées par l'efficacité et les énergies renouvelables, et peuvent aller de pair avec de nouveaux modèles commerciaux permettant un accès plus large à moindre coût.

- La [Colombie](#) a mis en place un nouveau mécanisme pour que le réseau d'opérateurs du système national interconnecté (SIN) puisse fournir des services d'électricité à quelque 338 000 foyers non raccordés au réseau principal en passant par des solutions hors réseau et des micro-réseaux.
- Une réduction des taxes peut également favoriser l'expansion de l'accès à l'énergie. Le [Sénégal](#), par exemple, exonère de TVA les équipements de production d'énergies renouvelables, une politique destinée à accroître l'électrification et la pénétration des énergies renouvelables.
- Le programme Énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées ([EPCRE](#)) du Canada soutient le déploiement et la démonstration de solutions d'énergies renouvelables et renforce les capacités locales afin de réduire la dépendance au diesel dans les collectivités rurales et éloignées.
- Le gouvernement du [Mexique](#) verse des fonds publics pour financer l'installation de panneaux solaires dans les zones rurales afin d'élargir l'accès à l'énergie et de réduire la pauvreté énergétique.
- Le [Brésil](#) s'est appuyé sur la gazéification de la biomasse pour développer l'accès à l'électricité dans les zones rurales, tandis que des microcentrales hydroélectriques ont été créées pour accroître l'accès en [Indonésie](#).

Les mesures d'efficacité énergétique sont importantes pour atteindre ces objectifs. De nombreux pays offrent une aide aux ménages modestes pour les améliorations de l'efficacité énergétique, parmi lesquels la [France](#),

les [États-Unis](#) et la [Nouvelle-Zélande](#). En particulier, le Centre international des technologies adaptées et durables (International Center for Appropriate and Sustainable Technology), avec le soutien du [ministère de l'Énergie aux États-Unis](#), a entrepris des projets de rénovation en profondeur sur le marché américain des petits immeubles commerciaux, un marché particulièrement difficile en ce qui concerne les améliorations de l'efficacité énergétique. Pour garantir l'accessibilité financière aux nouveaux utilisateurs d'énergie, il est essentiel d'inclure des mesures d'efficacité énergétique dans les stratégies d'accès et d'électrification.

6. Maintenir et renforcer la sécurité énergétique, la résilience et l'accès à des sources d'énergie abordables

Les transitions énergétiques propres doivent être axées sur la sécurité énergétique. Un nouveau rapport de l'[AIE](#) pour le G20 met en évidence les considérations émergentes en matière de sécurité énergétique dans le contexte des transitions énergétiques propres, exhortant les gouvernements à renforcer la résilience des systèmes énergétiques dans le cadre de leurs stratégies en matière d'énergies propres.

Le passage des combustibles fossiles importés à des sources locales propres peut accroître la résilience économique en général pour de nombreux pays. Il peut également ouvrir des perspectives économiques pour les pays qui ne disposent pas de ressources en combustibles fossiles en leur permettant de créer des industries autour de leurs ressources énergétiques propres.

Les mesures d'efficacité énergétique renforcent la sécurité énergétique en réduisant les importations de combustibles fossiles et l'exposition aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales.

- Une [analyse récente de l'AIE](#) souligne à quel point les mesures d'efficacité énergétique prises dans le monde entier ont réduit la dépendance à l'égard des importations de combustibles fossiles et amélioré la sécurité énergétique. Elle constate ainsi que les gains d'efficacité dans les grandes économies ont permis d'éviter l'importation de plus de 20 % de combustibles fossiles supplémentaires en 2017.
- La longue histoire du [Japon](#) en matière de politiques d'efficacité énergétique visant à réduire la dépendance aux importations de pétrole et de gaz a abouti à des économies de pétrole représentant 20 % des importations du pays en 2016 tout en améliorant la sécurité énergétique.

Une baisse des factures d'énergie résultant des mesures d'efficacité énergétique rend également les consommateurs moins vulnérables à la pression sur les prix mondiaux. Par exemple, [une analyse de l'AIE](#) estime que les programmes d'économies d'énergie et d'étiquetage de l'efficacité énergétique aux États-Unis ont fait baisser la facture moyenne d'énergie des ménages de 320 dollars par an.

La promotion active des énergies renouvelables porte également ses fruits en matière de réduction des importations d'énergie et d'amélioration de la sécurité énergétique.

- Le développement de l'énergie renouvelable en [Turquie](#), y compris la capacité de production locale, a contribué à diminuer la facture des importations de combustibles du pays, notamment en réduisant les importations de gaz.
- Le programme de production d'éthanol du [Brésil](#) a réduit sa dépendance à l'égard des importations de combustibles fossiles, améliorant ainsi la sécurité énergétique et créant de nouvelles industries et de nouveaux emplois.

Les technologies de réduction des émissions peuvent également permettre d'éliminer ces dernières des centrales à combustibles fossiles existantes maintenues pour fournir des services de fiabilité et de résilience, comme la [centrale CUSC de Boundary Dam](#) au Canada.

Les réseaux dominés par des sources variables d'énergies renouvelables devront être soutenus par des solutions numériques, de stockage et de flexibilité ainsi que par des réseaux modernes et résilients. La [Chine](#), l'[UE](#) et les [États-Unis](#) ont annoncé des investissements importants dans la modernisation et l'expansion de leurs réseaux. Par ailleurs, l'Italie et l'AIE ont lancé l'initiative [3DEN](#) pour soutenir la modernisation des systèmes électriques et l'utilisation efficace des ressources distribuées afin d'améliorer le rendement et la fiabilité. Le changement climatique entraînant de plus en plus de perturbations liées aux conditions météorologiques au niveau des infrastructures énergétiques, il est d'autant plus important de renforcer la résilience des systèmes.

Une dimension importante de l'expérience des individus en matière de transitions énergétiques propres réside dans le fait de savoir si elles sont perçues comme ayant une incidence sur la fiabilité et la sécurité énergétiques. Par exemple, si les pannes d'électricité, dont les causes peuvent être très variées, sont associées à tort aux politiques d'énergie propre, cela peut affaiblir le soutien du public à ces dernières. La communication sur ces questions mérite d'être gérée avec soin ; des évaluations impartiales fondées sur des données fiables peuvent appuyer ce processus.

Les transitions énergétiques propres entraînant une augmentation de la demande de nombreux minéraux critiques, les pays qui disposent de telles ressources auront l'occasion de réorienter l'activité économique et les emplois des activités minières traditionnelles vers ce secteur. Les plans pour la valorisation des minéraux critiques doivent garantir que ceux-ci sont produits de manière responsable, dans le respect de toutes les

mesures de protection environnementale et sociale requises. Des pays comme l'[Australie](#), le [Canada](#) et les [États-Unis](#) élaborent déjà des plans d'action concernant les minéraux critiques.

La [présidence italienne du G20 en 2021](#) a placé un concept complémentaire de la sécurité énergétique et de la coopération au centre des transitions énergétiques propres en donnant la priorité à l'efficacité énergétique et en soutenant le développement de toutes les options propres, y compris la prise en considération des transitions justes et inclusives.

Égalité, inclusion sociale et équité

7. Intégrer les considérations de parité, d'égalité et d'inclusion sociale dans toutes les politiques publiques

L'égalité et l'inclusion doivent être intégrées dans l'élaboration des politiques d'énergie propre pour prévenir tout risque de conséquences disproportionnées ou involontaires pour certains segments de la société, éviter d'exacerber les inégalités existantes et promouvoir les principes des droits humains en ne négligeant personne et en offrant à tous la possibilité de contribuer aux transitions énergétiques propres. En particulier, les besoins et priorités des groupes historiquement marginalisés doivent être soigneusement pris en considération et intégrés en organisant de vastes consultations auprès des représentants des groupes concernés.

- L'initiative « [Clean Energy Education and Empowerment](#) », présidée par le Canada, de la Réunion ministérielle sur les énergies propres (Clean Energy Ministerial) est un effort conjoint sous l'égide de cette dernière et du programme de collaboration technologique de l'AIE visant à faire progresser l'égalité hommes-femmes dans le secteur énergétique à l'échelle mondiale.
- Le Chili cherche à stimuler la participation des femmes dans le domaine des énergies propres à travers son programme « [Energía + Mujer](#) », qui se penche sur les obstacles principaux auxquels les femmes sont confrontées lorsqu'elles font carrière dans ce secteur.
- Le programme de recherche [Inge Lehmann](#) au Danemark offre des subventions aux chercheuses dans le but d'améliorer la parité dans les STEM, notamment l'énergie et le climat.
- L'UE lance une [plateforme pour l'égalité dans le secteur énergétique](#), ouverte à toutes les parties prenantes du secteur afin de leur permettre de mettre en avant leurs actions en faveur de l'égalité sur le lieu de travail.

Dans les économies émergentes, les femmes sont souvent touchées de manière disproportionnée par le manque d'accès à l'énergie ou la dépendance à l'égard de formes d'énergie plus polluantes. Il faudrait accorder davantage d'attention aux programmes ayant une incidence directe sur la santé ainsi que sur le bien-être social et économique des femmes, notamment les effets positifs des solutions de cuisson propre. Il convient de soutenir les initiatives dans ce domaine, telles que celles de la [Clean Cooking Alliance](#), surtout dans la mesure où elles concernent la vie des femmes rurales. Le programme « [Wonder Women](#) » de [Kopernik](#) en Indonésie associe des technologies comme les cuisinières à biomasse, les lampes solaires et les filtres à eau à des femmes micro-entrepreneurs recrutées et formées. L'utilisation de combustibles et d'appareils plus modernes aura également d'autres avantages pour les femmes et les filles en leur donnant la possibilité de faire des études, de créer leur entreprise ou encore d'entrer dans la vie active.

Une approche locale et ascendante en matière d'éducation, de formation et d'autonomisation fait également partie des facteurs importants pour fournir les compétences nécessaires aux emplois dans l'économie de l'énergie propre, comme le démontre l'[initiative Girls4Rurals](#), qui forme un réseau de jeunes filles pour travailler dans la distribution de systèmes solaires photovoltaïques. De même, [SevaKendra](#), le centre de services sociaux indien, a un projet d'« intégration de la dimension de genre par la technologie solaire », destiné à former les femmes rurales à l'assemblage et à la vente de lampes solaires.

Si elles ne sont pas spécifiquement axées sur l'égalité, les politiques risquent de désavantager (ou de ne pas avantager) les groupes les plus marginalisés de la société. Elles peuvent également être perçues comme injustes ou comme ne profitant qu'aux segments les plus aisés de la société. Les caractéristiques de conception des programmes d'énergie propre peuvent promouvoir des résultats progressifs, comme c'est le cas du [Programme d'approvisionnement des producteurs indépendants d'énergie renouvelable \(REIPPPP\) en Afrique du Sud](#), qui tente de renforcer l'inclusion sociale et les effets distributifs en incluant des critères tels que la propriété locale, le développement socio-économique et le développement des entreprises.

8. Assurer la répartition équitable des avantages liés aux énergies propres et éviter le risque d'effets négatifs disproportionnés sur les populations vulnérables

Toutes les politiques, en particulier les instruments tarifaires et budgétaires, ont des effets distributifs, ce qui nécessite de les élaborer avec soin pour prévenir tout effet négatif ou sentiment d'injustice.

La perception d'équité et l'acceptation publique de la tarification du carbone sont susceptibles d'être plus importantes si les recettes fiscales correspondantes sont consacrées à limiter l'incidence nette sur le portefeuille des ménages.

- La [Suisse](#) réutilise les recettes de sa taxe carbone en remboursant deux tiers des sommes collectées à l'ensemble de la population sous forme de réductions des primes d'assurance maladie, ce qui accroît l'équité de la distribution et contribue à favoriser le soutien à cette politique. Néanmoins, un effort récent pour augmenter le prix du carbone a été rejeté de justesse lors d'un référendum en juin 2021.
- Le [Canada](#) restitue près de 90 % des recettes de la tarification du carbone collectées dans certaines provinces aux ménages sous la forme d'un dégrèvement, ce qui compense l'effet brut sur les finances des ménages.
- La Commission européenne a proposé un [Fonds social pour le climat](#) pour permettre de réduire les répercussions financières liées au système d'échange de quotas d'émission prévu pour les secteurs des transports et des bâtiments sur les usagers des transports et les ménages vulnérables en investissant dans l'efficacité énergétique et, le cas échéant, en proposant une aide directe au revenu.

La réforme des subventions inefficaces aux combustibles fossiles peut être entreprise de manière à protéger les groupes sociaux vulnérables tout en éliminant les incitations perverses à la surconsommation de combustibles polluants.

- Dans le cadre de la réforme des subventions aux combustibles fossiles en 2016, le gouvernement indonésien a mis en place un nouveau [régime de subvention pour le GPL](#), faisant appel à un système de carte à puce, qui a fusionné la subvention énergétique avec le système de protection sociale afin de mieux cibler les subventions pour les ménages les plus modestes.
- Une communication efficace a contribué à la réussite du Pérou dans la mise en œuvre de son [Fonds énergétique pour l'inclusion sociale](#), ciblant les segments de population les plus vulnérables.
- [Oman](#) associe la suppression progressive des subventions à un nouveau système national d'aide aux consommateurs à faible revenu.

Outre les coûts, il est également important de veiller à une répartition équitable des avantages et des incitations. Par exemple, l'[OCDE](#) relève que les locataires ne pourront pas bénéficier des subventions destinées à améliorer l'efficacité énergétique accessibles aux propriétaires.

Une communication transparente et directe peut faciliter l'acceptation et renforcer la confiance dans les politiques. Par exemple, dans le cadre de la [réforme des subventions au GPL](#) de l'Indonésie, le gouvernement a élaboré une campagne de communication stratégique, soulignant que les réformes ne visaient pas à éliminer toute forme de soutien, mais à subventionner les ménages plutôt que les produits. De son côté, avant de procéder à tout ajustement de son mécanisme de tarification du carbone, le gouvernement de la [Suède](#) identifie les groupes qui seront les plus touchés et oriente la communication concernant les changements de politique en fonction de leurs préoccupations.

Plusieurs projets ont également réussi à aligner les objectifs d'accès à l'énergie sur les opportunités locales pour les groupes éloignés et marginalisés. Au Guyana, le [projet d'énergie renouvelable dans l'arrière-pays](#), dans le cadre de la stratégie de développement bas carbone, soutient l'installation de systèmes solaires domestiques pour les ménages ruraux n'ayant pas accès au réseau national et inclut des programmes de formation destinés aux communautés indigènes sur l'installation et la maintenance de ces systèmes. De même, au Brésil, [RevoluSolar](#), une organisation communautaire, installe des panneaux solaires dans les favelas et forme les habitants au métier d'électricien ou d'entrepreneur.

9. Intégrer la voix des jeunes générations dans la prise de décisions

Les jeunes générations hériteront des conséquences des décisions prises aujourd'hui en matière de transitions énergétiques propres et leur voix est essentielle dans le débat sur le sujet. Le militantisme des jeunes s'intensifie dans de nombreuses régions du monde, qui expérimentent de nouvelles façons de faire participer la jeunesse à la définition des enjeux prioritaires et à la prise de décisions.

- Le [groupe de jeunes ODD7](#) fournit une plateforme permettant à la jeunesse de participer à la réalisation de l'objectif de développement durable 7 et de faire entendre sa voix dans les principaux forums multilatéraux de prise de décisions.
- Parallèlement à la réunion ministérielle pré-COP, l'Italie a organisé le sommet « Youth4Climate: Driving Ambition », au cours duquel des jeunes du monde entier se sont réunis à Milan pour aborder différents sujets et élaborer des propositions, qui contribuent pour la première fois officiellement aux négociations de la COP26.
- Le Secrétaire général de l'ONU a créé un [Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques](#) afin de garantir la participation active des jeunes au débat.
- Le projet « [Global Youth Energy Outlook](#) » est le premier projet de recherche de ce type mené par la jeunesse ayant permis à plus de 30 000 jeunes de partager leurs perspectives sur la transition énergétique.
- Au Danemark, le [Youth Climate Council](#) s'efforce d'encourager les jeunes Danois à prendre part au débat sur le climat et à adresser des recommandations au ministre.

La formation professionnelle, le renforcement des capacités et des programmes éducatifs adaptés pour aider les jeunes à se préparer aux emplois dans les secteurs de l'énergie propre peuvent élargir considérablement les possibilités.

- La « [boîte à outils des jeunes pour une transition juste](#) » publiée par la Commission européenne contient des recommandations détaillées destinées à encourager la participation des jeunes dans les régions ciblées par le Fonds européen pour une transition juste.
- Le Panama a lancé une [académie ODD7](#) pour les jeunes dans le domaine de l'énergie afin de renforcer la sensibilisation et de développer les compétences.
- En Belgique, le programme [SYSTEMIC](#) entend accroître l'intérêt des jeunes Européens pour les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.
- Les jeunes représentent également la nouvelle génération d'innovateurs et d'entrepreneurs qui apporteront les solutions techniques et sociales de demain.
- Le [rapport du Youth Sustainable Energy Hub](#) met en évidence la manière dont les projets de jeunes contribuent à promouvoir l'énergie durable et d'autres aspects du développement durable.
- Elia, gestionnaire du réseau de transport d'électricité en Belgique, a organisé un [hackathon](#) en octobre 2021 pour aborder un certain nombre de défis liés aux transitions énergétiques, notamment la nouvelle conception du marché, dans le but d'accroître la participation des étudiants et des jeunes innovateurs.
- L'Afrique du Sud a lancé l'initiative pilote « [Drivers for Youth Change](#) » afin de financer et de fournir un soutien technique à une sélection de projets sur le climat menés par des jeunes.

Alors que les jeunes s'emploient à promouvoir activement les transitions énergétiques propres, il est nécessaire de développer les contenus liés aux énergies propres dans les programmes éducatifs de base ainsi que de soutenir davantage les initiatives menées par les jeunes par des financements, des mesures favorables et la fourniture de données. Par exemple, l'initiative mondiale Student Energy, basée au Canada, lance le « [Solutions Movement](#) » en vue de mobiliser 150 millions de dollars d'ici à 2030 pour soutenir 10 000 projets d'énergie propre menés par des jeunes dans le monde.

Les transitions énergétiques doivent également veiller à ce que les jeunes des pays moins développés ne soient pas confrontés à une productivité réduite et à des opportunités limitées à cause du manque d'accès à l'énergie. À ce titre, les politiques d'accès à l'énergie propre doivent également accorder une attention particulière aux jeunes. Par exemple, le [Nigéria](#) a fait des progrès en installant des solutions solaires hors réseau dans les écoles afin de développer un accès fiable à l'énergie pour soutenir l'éducation des enfants. Parallèlement, le [projet Lighting Africa](#) au Burkina Faso installe des lampes solaires dans les bibliothèques scolaires.

Participation active des individus

10. Impliquer les individus à travers la participation citoyenne et la communication

L'obtention d'un large soutien public dès le début de l'élaboration des politiques joue un rôle crucial dans l'accélération de la mise en œuvre réussie des politiques d'énergie propre, aussi bien du point de vue du soutien politique général que de l'acceptation locale des évolutions ou des nouvelles infrastructures. Il faudrait que les citoyens et les communautés participent activement en tant que décideurs, innovateurs et bénéficiaires des mesures sur l'énergie propre.

Un certain nombre de pays se servent des assemblées de citoyens pour faire participer le public au débat et à la prise de décisions concernant l'action climatique et les transitions énergétiques propres.

- En 2017, l'[assemblée des citoyens d'Irlande](#) s'est efforcée de formuler des recommandations sur la façon dont le pays devrait renforcer l'action climatique. Le Danemark a créé une [assemblée de citoyens](#) similaire en 2020, tandis que l'[Autriche](#) prépare sa première assemblée citoyenne pour le climat en vue de proposer des mesures climatiques au gouvernement.
- Au Canada, [Génération Énergie](#) a fait participer plus de 380 000 Canadiens à une conversation nationale autour de l'avenir énergétique du pays, tandis que la [France](#) a organisé la Convention citoyenne pour le climat, donnant mandat aux citoyens pour définir des mesures visant à atteindre les objectifs 2030 en matière d'émissions.
- Le [Vatican](#) vise l'engagement communautaire sur les sujets de la protection environnementale et de la justice sociale avec sa plateforme d'action Laudato Si', destinée à fournir des orientations et des ressources aux individus et aux communautés pour agir en faveur de l'environnement.

Ces processus, dans lesquels les recommandations sont examinées sérieusement, peuvent accroître la confiance et le soutien.

De même, une communication claire sur les avantages et les processus des transitions énergétiques propres est susceptible de renforcer considérablement l'engagement citoyen et de créer une dynamique de changement. Par exemple, pour respecter les engagements du Protocole de Kyoto, le [Japon](#) a lancé la campagne nationale « Team Minus 6% » afin d'encourager six changements de mode de vie dans sa population pour réduire les émissions. L'Inde a également eu recours à des campagnes d'information publique pour susciter un changement de comportement, la campagne [#GiveltUp](#) encourageant ceux qui en avaient les moyens à renoncer volontairement à une subvention au GPL, tandis que la campagne [#ILEDTHEWAY](#) popularisait l'utilisation de l'éclairage LED. De nombreuses mesures d'efficacité énergétique offrent des avantages concrets, tels que des logements plus confortables ou des environnements plus agréables et plus sains dans les écoles et sur les lieux de travail. Ces expériences peuvent créer des associations positives avec les mesures sur l'énergie propre.

Les communautés ont également un rôle important à jouer dans les transitions énergétiques propres. La participation active des citoyens aux projets d'énergies renouvelables, par exemple, est un moyen de mutualiser les ressources locales tout en renforçant l'acceptation sociale, l'accès aux capitaux, le choix des consommateurs et les opportunités économiques locales. Les modèles de propriété collective sont utiles à cet égard, comme le montrent les coopératives d'énergie renouvelable au [Danemark](#) et en [Allemagne](#), ainsi que des approches similaires dans plusieurs autres pays européens, promues par l'Union européenne via le nouveau concept des [communautés énergétiques](#).

- Plusieurs autres pays prônent ce type de modèles, dont l'[Espagne](#) et les [États-Unis](#), ou encore l'initiative belge [CEDAN](#), une coopérative citoyenne d'autopartage électrique. La [Belgique](#) encourage également la participation citoyenne par le biais de communautés d'énergie renouvelable dans les projets d'éoliennes en mer.
- L'[Italie](#) a lancé une initiative de communauté d'énergie renouvelable, dans laquelle la population peut collaborer à la production locale d'électricité renouvelable, avec l'aide d'un financement public. De même, la loi sur l'expansion des énergies renouvelables de l'[Autriche](#) comporte des mesures visant à garantir la participation des citoyens, par exemple à travers les communautés énergétiques.
- Le programme « [My Electricity](#) » de la Pologne fournit des fonds pour encourager la production et la consommation d'électricité à partir d'installations microphotovoltaïques, entraînant l'essor du secteur.

- Le projet [de gazéification de biomasse de l'UNODI et du Fonds pour l'environnement mondial](#) a renforcé les capacités dans les zones rurales de Thaïlande pour une gestion durable des énergies renouvelables axée sur la collectivité.

L'acceptation sociale des infrastructures d'énergie propre est également essentielle pour réussir les transitions. [EirGrid](#), le gestionnaire public du réseau de transport d'électricité en Irlande, a récemment entrepris un processus intensif de consultation de la population, en mettant l'accent sur la participation des jeunes, afin de faire comprendre la nécessité de nouvelles infrastructures et de mieux cerner les préoccupations de la population. Les gouvernements et les organisations peuvent également montrer l'exemple, comme l'a prouvé le [Vatican](#) en installant de grands panneaux solaires à proximité de la basilique Saint-Pierre, monument historique et symbolique.

11. Tirer parti des enseignements des sciences comportementales pour élaborer des politiques efficaces en matière de changement de comportement

De nombreux aspects des transitions énergétiques propres dépendent du comportement: la façon dont les individus utilisent l'énergie dans leur vie quotidienne, les appareils qu'ils choisissent d'acheter ainsi que les décisions d'investissement des entreprises et le comportement du personnel. Les faits montrent que des politiques bien conçues, fondées sur les sciences comportementales, peuvent ouvrir des possibilités considérables en matière de consommation responsable de l'énergie. De nombreuses campagnes se concentrent avec succès sur la protection de l'environnement et les économies réalisées, mais l'éthique et les valeurs, y compris les principes et enseignements religieux, ou encore la philosophie peuvent également inciter à changer de comportement.

La sensibilisation des consommateurs à travers la fourniture de données facilement accessibles et compréhensibles constitue une première étape importante vers une action axée sur la consommation. Par exemple, [Opower](#) a lancé un programme pilote avec les entreprises de distribution d'énergie à New Delhi (Inde) en vue de fournir des rapports sur l'énergie domestique aux consommateurs résidentiels avec des comparaisons entre pairs, ce qui s'est avéré efficace non seulement pour réaliser des économies d'énergie, mais aussi pour instaurer un climat de confiance entre les ménages et les fournisseurs d'électricité. Des pays comme [le Japon, la Malaisie, la Norvège et les États-Unis](#) ont également obtenu des résultats positifs en matière d'économies d'énergie grâce à des rapports sur l'énergie domestique établissant des comparaisons de consommation entre ménages similaires d'un même quartier.

Les sciences comportementales sont également susceptibles d'améliorer la portée des informations fournies par les campagnes et les étiquettes des produits. À cette fin, les [étiquettes énergétiques de l'UE](#) ont récemment été repensées pour améliorer leur clarté et leur influence en se fondant sur la recherche comportementale. Les plateformes publiques peuvent elles aussi encourager les citoyens à changer de comportement, par exemple la campagne [Count Us In](#) dans le cadre du pacte européen pour le climat. Ailleurs, au Sénégal, l'AEME a lancé une initiative en coordination avec les administrations scolaires nationales afin d'enseigner aux élèves les meilleures pratiques en matière de consommation responsable d'énergie.

Les mécanismes de retour d'information s'avèrent également efficaces. La mise en évidence, de manière claire et simple, des économies financières liées à l'amélioration de l'efficacité énergétique donne de bons résultats, comme le prouve la nouvelle application pour smartphone du [Bureau de l'efficacité énergétique en Inde](#), qui évalue les économies monétaires permises par un appareil efficace afin d'aider les consommateurs à comprendre les étiquettes énergétiques et les avantages de l'efficacité énergétique.

Un soutien politique fort afin de rendre les avantages visibles pour les consommateurs et les entreprises est nécessaire pour les aider à faire des choix plus positifs pour le climat et pour lutter contre l'inertie existante et la force de l'habitude.

- La [Norvège](#) a su promouvoir efficacement l'adoption de véhicules électriques grâce à des signaux de prix et à d'autres avantages, tels que le stationnement gratuit, afin de s'assurer le soutien durable des consommateurs.
- Le système des voitures de société de la [Belgique](#) a été réformé pour faire en sorte que seuls les véhicules à émissions nulles bénéficient des avantages fiscaux accordés pour les voitures de société à partir de 2026.
- Le [PNEC de l'Espagne](#) inclut une mesure visant à créer des zones à faibles émissions dans ses villes afin d'encourager un transfert modal abordable vers le vélo, la marche et les transports publics grâce à une collaboration avec les municipalités pour transformer les infrastructures urbaines.
- Le [Royaume-Uni](#) a introduit des plaques d'immatriculation spéciales pour les véhicules électriques afin de promouvoir un changement des normes sociales en faveur de la conduite de modèles électriques.
- À [Jakarta](#), l'installation de systèmes de paiement numériques et d'information en temps réel sur les transports en commun aux arrêts de train et de bus a permis de réduire les perceptions négatives relatives aux temps d'attente et d'accroître le nombre d'usagers.

12. Renforcer l'efficacité grâce à la collaboration internationale et à l'échange des meilleures pratiques

De nombreuses approches novatrices en matière de politiques de transition énergétique centrées sur l'humain apportent des éclairages précieux dans un contexte d'échanges internationaux. Certains pays devront relever des défis considérables pour assurer des transitions énergétiques propres, ce qui souligne l'importance de l'échange de bonnes pratiques, de la collaboration et de la coopération. L'AIE soutient les objectifs de la Commission mondiale en développant une banque de données des meilleures pratiques mondiales en matière d'élaboration et de mise en œuvre de politiques d'énergie propre centrées sur les personnes.

- Une nouvelle initiative de la Réunion ministérielle sur les énergies propres, « [Empowering People: Advancing Skills and Inclusivity for Clean Energy Transitions](#) », cherche à mettre en évidence les éléments socioéconomiques essentiels de la transition énergétique, en particulier en ce qui concerne l'autonomisation des personnes et la promotion de transitions justes et équitables, en faisant progresser les compétences, l'inclusion et le développement de la main-d'œuvre.
- Un certain nombre de [programmes de collaboration technologique \(TCP\) de l'AIE](#) encouragent la coopération sur les enjeux sociaux des énergies propres, notamment le [TCP Utilisateurs](#), qui étudie la conception, l'acceptation sociale et la facilité d'utilisation des technologies d'énergie propre, ainsi que le [TCP Éolien](#), qui examine l'acceptation sociale des infrastructures d'énergie renouvelable.
- Le [Conseil de la transition énergétique de la COP26 lancé par le Royaume-Uni](#) entend aider les personnes et les collectivités fortement tributaires de l'économie du charbon dans le monde entier à effectuer une transition sûre et juste, notamment en suscitant l'engagement grâce à une nouvelle déclaration sur la transition juste.
- L'[UE](#) a mis en place une initiative pour les régions charbonnières en transition dans les Balkans occidentaux et en Ukraine ainsi qu'un programme d'échange avec les régions charbonnières de l'UE afin de garantir le partage des enseignements tirés de l'expérience de l'UE dans toute l'Europe.

Alors que les gouvernements du monde entier adoptent des politiques visant à soutenir les transitions énergétiques, ils doivent veiller à une répartition équitable des avantages entre les pays et les populations à l'échelle planétaire. La concentration dans quelques régions de l'innovation, de la production et des chaînes d'approvisionnement dans le domaine des technologies propres exacerberait les inégalités de revenus et créerait une fracture entre opportunités économiques et création d'emplois, érodant ainsi le soutien à la transition énergétique. Une approche collaborative entre les pays peut permettre d'atténuer ces effets.

Une collaboration accrue et de nouveaux types de coopération entre les organisations internationales ayant des compétences traditionnelles dans l'analyse des données énergétiques, comme l'AIE, et les organisations qui se concentrent sur les questions de développement social et économique, par exemple l'OIT, contribueront également à de meilleurs résultats et à une plus grande transparence concernant les enjeux sociaux de la transition énergétique à l'échelle mondiale. Il est également capital de mesurer les progrès de la transition à l'aide d'indicateurs standards tenant compte des dimensions sociales, environnementales et économiques.

Le partage des expériences et des meilleures pratiques ne se limite pas aux organisations internationales et aux gouvernements nationaux, mais s'étend aux gouvernements infranationaux, aux entreprises, aux communautés et aux individus. Par exemple, plusieurs réseaux internationaux de villes rassemblent des acteurs municipaux pour leur permettre de partager leurs expériences et les enseignements tirés en matière d'association entre transition énergétique propre et objectifs sociaux, par exemple la [Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie](#), le [C40 Cities Climate Leadership Group](#) et l'[Alliance des villes neutres en carbone](#).

La question du financement des transitions énergétiques propres centrées sur l'humain nécessite une attention particulière. Tous les pays ne disposeront pas des mêmes moyens financiers et des mêmes capacités techniques pour transformer les systèmes énergétiques à la même échelle et dans les mêmes délais en donnant la priorité à l'humain. Les mécanismes de financement internationaux, passant notamment par les banques internationales de développement, auront donc un rôle important à jouer pour aider les pays en développement à mener à bien leurs transitions. Par exemple, la [BERD](#) a lancé une initiative pour une transition juste afin de garantir que les pays et régions vulnérables bénéficient largement des avantages de la transition énergétique propre.

La Commission mondiale invite l'AIE à développer ses travaux sur les enjeux sociaux de la transition énergétique, notamment en collaborant étroitement avec d'autres organes clés tels que l'OIT et en mettant au point de nouveaux moyens de faciliter la coopération et l'analyse pour aider les gouvernements à entreprendre des transitions adaptées à leur propre situation.

Membres de la Commission

La Commission mondiale sur les enjeux sociaux-économiques de la transition énergétique a été réunie par Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE, en février 2021.



Présidente d'honneur
Mette FREDERIKSEN
Première ministre, Danemark



Fatih BIROL
Directeur exécutif, Agence internationale de l'énergie



Président
Dan JØRGENSEN
Ministre du Climat, de l'Énergie et des Services publics, Danemark



Co-présidente
Sophie GLADIMA
Ministre du Pétrole et de l'Énergie, Sénégal



Mohammed Bin Hamed AL RUMHI
Ministre du Pétrole et du Gaz, Oman



Tina BRU
Ancienne ministre du Pétrole et de l'Énergie, Norvège



Sharan BURROW
Secrétaire générale, Confédération syndicale internationale (CSI)



Roberto CINGOLANI
Ministre de la Transition écologique, Italie



Christiana FIGUERES
Associée fondatrice, groupe Global Optimism



Leonore GEWESSLER
Ministre de la Protection du climat, de l'Environnement, de l'Énergie, des Mobilités, de l'Innovation et de la Technologie, Autriche



Jamshyd N GODREJ
Président, Conseil de l'énergie, de l'environnement et de l'eau



Juan Carlos JOBET
Ministre de l'Énergie, Chili



Hiroshi KAJIYAMA

Ancien ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie, Japon



Michał KURTYKA

Ministre du Climat et de l'Environnement, Pologne



Joe MANCHIN

Sénateur et président du Comité du Sénat sur l'énergie et les ressources naturelles, États-Unis



Samson Gwede MANTASHE

Ministre des Ressources minérales et de l'Énergie, Afrique du Sud



Diego MESA PUYO

Ministre des Mines et de l'Énergie, Colombie



Rocío NAHLE GARCÍA

Secrétaire à l'Énergie, Mexique



Damilola OGUNBIYI

PDG de SEforALL, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour l'énergie durable pour tous et coprésidente d'ONU-Énergie



Seamus O'REGAN

Ministre sortant des Ressources naturelles, Canada



Muriel PÉNICAUD

Ambassadrice à la Représentation permanente de la France auprès de l'OCDE, ancienne ministre du Travail, France



Mark PHILLIPS

Premier ministre, Guyana



Teresa RIBERA RODRÍGUEZ

Quatrième vice-présidente du gouvernement, ministre de la Transition écologique et du Défi démographique, Espagne



Jorge RIVERA STAFF

Secrétaire à l'Énergie, Panamá



Kadri SIMSON

Commissaire européenne à l'énergie



Simonetta SOMMARUGA

Conseillère fédérale, Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Suisse



Benjamin STRZELECKI

Point focal mondial, Groupe de jeunes ODD7



Arifin TASRIF

Ministre de l'Énergie et des Ressources minérales, Indonésie



Cardinal Peter Kodwo Appiah
TURKSON

Premier Préfet du dicastère pour le service du développement humain intégral, Vatican



Chiagozie UDEH

Point focal mondial, Groupe de jeunes ODD7



Tinne VAN DER STRAETEN

Ministre de l'Énergie, Belgique



Lei ZHANG

Fondateur et PDG, groupe Envision